Le Conseil Economique et
Social Libanais

Le rôle des CES dans l'Union pour la Méditerranée.

Allocution

Roger Nasnas

Président du Conseil économique et social du Liban

Visite des représentants de pays partenaires de l'UPM au CESE

17-19 février 2010 Bruxelles

Monsieur le Président,

Chers collègues,

Il m'est particulièrement agréable de discuter ce sujet dans le cadre du Comité économique et social européen, car j'ai la profonde conviction que les Conseils économiques et sociaux méditerranéens ont un rôle fondamental à jouer dans le l'accomplissement de l'Union pour la Méditerranée ; et que l'UPM est désormais un mouvement irréversible qui va constituer le grand levier économique et social de la Région.

Depuis le sommet d'Alexandrie, l'UPM est au cœur du débat, mais nous sommes concernés depuis le premier jour. Il serait souhaitable, aujourd'hui, de cristalliser certaines idées qui nous permettraient d'aller plus vite tout en sécurisant le parcours, à l'avantage de toute la région, et d'abord, des pays du Sud. Nous savons qu'il est difficile de consolider le progrès de la région, si le Sud ne comble rapidement son retard.

Les Conseils économiques et sociaux méditerranéens doivent adopter une position claire sur le plan économique et social avant le sommet des Chefs d'état prévu à Barcelone le 7 juin 2010. A défaut, les choses se feront encore une fois sans la contribution active de la société civile, ce qui serait dommage, ou ne se feront pas ce qui serait plus dommage encore.

La Méditerranée n'est pas un espace « de proximité » c'est un espace, intérieur. La région dans sa dimension économique et sociale est une et indivisible. Autrement dit, l'ensemble est plus efficace et plus cohérent que ses parties. Il est incontestable que le Sud n'aurait pu atteindre depuis Barcelone en 1985 le progrès actuel sans l'aide de l'Europe. Mais il est plus sure encore, que l'Europe, sans les forces vives du Sud n'aurait pu réaliser la percée mondiale qui la place aujourd'hui au premier rang.

L'UPM reconnaît l'unité de la région dans sa diversité et ses divergences, comme un ensemble cohérent dans son environnement socio-économique, et pourquoi pas, géopolitique. C'est à partir de là que nous devrions bâtir l'avenir, avec la conscience que les valeurs auxquelles nous croyons se réaliseront dans ce parcours, et aboutiront à une civilisation méditerranéenne dont les générations à venir seraient fières.

Le « grand marché » est en voie de réalisation, mais il n'est pas un aboutissement, non plus qu'une panacée. La crise mondiale nous a appris que le marché pour atteindre ses objectifs avait besoin d'être régulé, et que la libre concurrence ne nait pas dans la nature, mais dans une gestion adéquate de la chose publique.

L'objectif principal est le Co-développement. L'efficacité économique de la région souffre des limites de ses maillons les plus faibles : les pays du Sud. Seul l'accord et la cohérence économique entre les pays du Sud

permettrait aujourd'hui le positionnement de ces pays comme partenaires productifs de l'Europe ; partie efficace de cet ensemble qui présente les meilleures chances de développement économique et de progrès social.

C'est dans la mesure ou nos conseils établiraient un dialogue permanent entre eux et avec leurs gouvernements qu'ils pourraient servir la grande cause de la Méditerranée. Nous n'avons pas à attendre l'invitation de l'UPM, nous devons imposer la société civile et son expérience.